



Cartographie de l'entrepreneuriat social dans les communautés roms Rapport national

Belgique

Project information

Project acronym:	SERCo
Project title:	Social Entrepreneurship for Roma Communities
Agreement number:	JUST/2014/RDIS/AG/DISC/8096
Project website:	www.serco-project.eu
Authoring partner:	
Report version:	Final
Date of preparation:	

Document history:

Date	Version	Author(s)	Description
25/07/2016	Final	Marta Pinto	

©SERCo – Social Entrepreneurship for Roma Communities 2016
With the support of the Equality & Citizenship Programme of the European Union.

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	3
INTRODUCTION	4
OBJECTIF DU RAPPORT	5
METHODOLOGIE PROPOSEE.....	5
STRUCTURE DE L'ECONIMIE SOCIALE	6
BELGIQUE: Contexte national et intégration de la communauté rom	8
Politiques publiques et actions politiques ayant un impact direct sur l'économie sociale ..	9
Principaux acteurs promouvant l'économie sociale	9
Structures liées à l'économie sociale travaillant au développement de l'entrepreneuriat social dans les communautés roms.....	10
Opportunités et Défis dans le developpement par l'economie sociale des communautés roms.....	10
Problèmes et solutions concernant la mise en place de projets d'économie sociale au sein des communautés Roms.....	12
Profils des interviewés :.....	12
Challenges et solutions:.....	13
1) Difficultés liées à la promotion et à la réalisation de l'entrepreneuriat social parmi les Roms	13
2) Solutions et recommandations	15
Conclusion	16
Bibliographie.....	17

INTRODUCTION

L'économie sociale constitue un défi important pour nos sociétés. En général, il s'agit d'une réponse à l'aliénation et la non-satisfaction des besoins par le secteur privé traditionnel ou par le secteur public durant les périodes de crises socio-économiques (Frank Moulaert and Oana Ailenei, 2005). L'intérêt grandissant pour l'économie sociale s'explique par les hauts taux de chômage rencontrés ces dernières décennies et par l'affaiblissement de la protection qu'apportait l'Etat-Providence. Il a donc été nécessaire de chercher des solutions pour la création de nouveaux emplois, pour la mise en place des coopératives autogérées par les travailleurs, et pour la poursuite et l'approfondissement de réponses entrepreneuriales (Mellor et al. 1988).

Dans cette perspective, la démarche de SERCo s'inscrit dans une volonté de renforcer le développement d'initiatives d'économie sociale, afin de favoriser la promotion économique des communautés roms. De fait, l'histoire montre que les différentes communautés roms ont dû s'adapter aux pays dans lesquelles elles s'installaient, et adopter des « stratégies de survie » dans les différentes sociétés qu'elles furent amenées à côtoyer. L'entrepreneuriat apparaît donc comme une posture qui correspond bien à la culture rom.

Toutefois, généralement, les initiatives provenant de l'économie sociale et de l'entrepreneuriat ne ciblent pas les communautés roms en particulier. Les classes à faibles revenus font souvent face à de nombreuses difficultés lorsqu'il s'agit de concevoir de nouvelles initiatives entrepreneuriales et de mettre en place des projets entrepreneuriaux, qui malheureusement se développent facilement plutôt dans les groupes à hauts revenus et les milieux aisés (Kantis, 2008). Selon le *Report on Social Entrepreneurship* (GEM, 2011), la plupart des personnes qui décident de monter leur entreprise sociale ont fait des études supérieures ou sont diplômées. Il est donc plus probable que les personnes qui s'engagent dans des activités relatives à l'entrepreneuriat social soient des personnes ayant un niveau de

scolarité élevé. A ce stade et ayant en considération le fait que les personnes âgées de 25 à 34 ans et de 34 à 44 ans ont plus tendance à être impliquées dans des activités relatives à l'entrepreneuriat social (GEM, 2011), les initiatives propres à l'entrepreneuriat et les encouragements à la création d'entreprises sociales devraient se concentrer sur les jeunes personnes ayant de faibles opportunités sociales, et plus particulièrement sur ceux dont l'économie est traditionnellement basée sur l'auto-entrepreneuriat. Ainsi, explorer comment l'esprit d'entreprise et l'économie sociale peuvent promouvoir l'inclusion de la communauté rom est une stratégie qui mérite d'être étudiée.

OBJECTIF DU RAPPORT

L'objectif de ce rapport est d'offrir un aperçu des phénomènes propres à l'économie sociale, des bénéfices que la société rom peut tirer de l'économie sociale, et enfin de proposer un état de l'art des ressources de l'entrepreneuriat social dans les pays de chacun des partenaires.

La partie principale de ce rapport concerne la situation nationale, ici celle de la Belgique. L'idée étant de cartographier les politiques et actions publiques qui ont un impact direct sur l'économie sociale dans chacun des pays en question ; les acteurs concernés par le secteur de l'économie sociale ; ce qui peut permettre aux partenaires de se renseigner sur les stratégies et les collaborateurs des processus entrepreneuriaux ; les organisations sociales qui travaillent à favoriser les initiatives entrepreneuriales menées par des Roms ; et les perceptions des acteurs à propos de l'impact que peut avoir l'économie sociale sur les communautés roms.

5

METHODOLOGIE PROPOSEE

Afin d'obtenir un rapport complet, le consortium a non seulement décidé d'inclure des données provenant d'autres études ou institutions, mais également d'y inclure des opinions recueillies auprès de décideurs politiques, de leaders roms, d'organisations roms et d'acteurs de l'économie sociale pour chacun des contextes nationaux. Les membres du consortium ont mené des entretiens et ont analysé le contenu de ces derniers afin de déterminer le potentiel impact de l'économie sociale au sein des communautés roms.

En outre, les participants au projet SERCo se sont mis d'accord pour adopter la même méthodologie afin d'obtenir des rapports comparables. Pour y parvenir, le consortium a mis en place un type de questionnaire et de guide d'entretien afin que tous les rapports nationaux aient la même forme et structure. Ce processus a été mené par Amalipe (Bulgarie), Fundació Pere Closa (Espagne) et TMAF (Bulgarie).

Il en a résulté six rapports nationaux (Grèce, Bulgarie, Espagne, Belgique, Italie et Roumanie), qui partagent une partie commune mais se distinguent dans la section concernant le contexte national. Chacun des rapports est en 7 langues: anglais, grec, bulgare, espagnol, français, italien et roumain.

Ces rapports nationaux aideront à concevoir des lignes destinées à l'entrepreneuriat social rom pour plus tard dans le projet. Ces lignes directrices seront diffusées à des médiateurs roms dans l'idée qu'elles permettront la création de diverses startups menées par des groupes de 4 ou 5 personnes roms.

STRUCTURE DE L'ECONOMIE SOCIALE

6

Selon le rapport *Social Economy and Roma communities, challenges and opportunities* cofinancé par le Fonds Social Européen (2012), "at European level there are no consensus over a definition of social economy" (il n'y a pas de consensus au niveau européen sur la définition de l'économie sociale).

En réalité le concept d'économie sociale a diverses significations. Par exemple, selon la perspective euro-centrée, basée sur l'approche francophone (XIXème siècle), l'économie sociale correspond à *the study of all efforts made to improve the condition of the people* (Gide at Moulaert et Ailenei, 2005: 2040).

Moulaert et Ailenei (2005) expliquent dans leur article « *Social Economy, Third Sector and Solidarity Relations: A Conceptual Synthesis from history to Present* » que l'économie social constitue une Typologie Hybride qui fait référence à de nombreuses formes d'initiatives et

une organisation qui prouve que l'économie n'est pas limitée aux dynamiques de marché mais inclut également des principes de redistribution et de réciprocité.

De plus, le secteur de l'économie sociale peut être divisé par le secteur tertiaire, qui fait référence à un secteur distinct du privé et de l'Etat ; l'économie solidaire, qui renvoie à un mouvement volontaire et réciproque promouvant les initiatives coopératives ; et enfin, l'économie sociale non pas comme un ensemble mais plutôt restreint par l'économie de coopératives.

En résumé, l'économie sociale est un bon outil pour encourager la recherche du bien commun et pour améliorer l'estime que les personnes impliquées dans ces initiatives peuvent avoir d'eux-mêmes. De manière générale, l'économie sociale se caractérise comme étant détournée du matérialisme mais proche de manœuvres de coopération et de solidarité. De fait, les expériences passées ont montré que la plupart du temps les initiatives liées à l'économie sociale avaient pour but de promouvoir des sociétés plus démocratiques dans lesquelles les rôles des femmes sont essentiels au dynamisme social, et que l'équité sociale et le développement durable en sont des objectifs majeurs (Lévesque, 2001).

7

Il y a effectivement beaucoup d'initiatives concernant : la production, la commercialisation, la consommation et le financement dont les revenus sont réinvestis dans la communauté à travers une logique démocratique et la promotion de l'égalité et du respect humain. Aussi, les coopératives de travail et les services collectifs sont basés sur de nouvelles formes organisationnelles qui se concentrent sur les principes de redistribution et de réciprocité afin d'établir un bien-être collectif et de recréer des liens sociaux entre les gens et à travers leurs différentes communautés (Lipetz, 2003).

Il est donc essentiel de considérer l'économie sociale et l'entrepreneuriat social comme un moyen pour les jeunes Roms de contribuer à la création de nouveaux bénéfices économiques pour leurs communautés et leurs voisinages. Dans l'ensemble, l'impact que pourrait avoir l'économie sociale sur les communautés roms pourrait mettre la question de l'intégration des roms sur la table en offrant de nouvelles opportunités sur le marché du travail, en développant de nouvelles compétences à ceux qui sont les plus vulnérables, en promouvant des améliorations pour les communautés dans le domaine de l'éducation, de la santé, du travail



et du logement, et enfin, en promouvant la formation professionnelle et une citoyenneté engagée.

BELGIQUE: Contexte national et intégration de la communauté rom

La Belgique a un taux d'emploi relativement faible, il est de 62% (hommes 68,9%, femmes 55,3%) en comparaison à la moyenne dans l'UE qui est de 66,0% (hommes 73,2%, femmes 58,8%). Le pays a une longue tradition en ce qui concerne l'application de l'économie sociale dans les secteurs traditionnels de l'agriculture, la finance et le sport et la culture. Dès le début des années 1990, le secteur de l'économie sociale a été progressivement reconnu comme constituant un troisième secteur, composé de coopératives, de mutuelles et d'associations et son développement correspond aux changements majeurs qui ont eu lieu dans nos systèmes économiques.

En comparaison avec d'autres pays, le secteur de l'économie sociale est relativement bien reconnu officiellement, en particulier dans la région wallonne, où il représente 7% de l'emploi (plus de 362 000 postes). C'est proportionnellement le cinquième plus important secteur de l'économie sociale en Europe. Les hôpitaux et les écoles gérés par l'Eglise sont considérés comme étant quasiment des organismes d'économie sociale mais ne sont pas inclus dans les 7% abordés plus haut.

Politiques publiques et actions politiques ayant un impact direct sur l'économie sociale

En Belgique, plusieurs initiatives menées aux niveaux européen, national ou local ont pu avoir un impact direct sur l'économie sociale.

Au niveau européen, il existe le **Fonds Social Européen**, qui constitue l'outil principal au soutien de l'emploi, qui permet d'obtenir de meilleures opportunités d'emploi, ainsi que de fournir des conditions d'embauche plus juste pour tous les citoyens de l'EU. Le Fonds se caractérise par un investissement dans le capital humain de l'Europe – ses travailleurs, ses jeunes et tous ceux qui sont à la recherche d'un emploi.

Il existe également le **Small Business Act**. Il s'agit d'un cadre commun pour la politique européenne concernant les Petites et Moyennes Entreprises (PME). Il vise à améliorer les conditions de l'entrepreneuriat en Europe, simplifier les réglementations et politiques qui concernent les PME, et de supprimer les obstacles qui subsistent à leur développement.

Au niveau national, on trouve la **Stratégie nationale d'intégration des Roms** qui promeut des activités visant à améliorer l'intégration socio-économique des communautés roms vivant sur le sol belge.

Au niveau local, il existe le **Flemish Action Plan on Central and Eastern European Roma**. Sous les conditions de la Loi Flamande sur l'Intégration [*Vlaamse integratiedecreet*], le plan contient des actions visant à faciliter l'intégration des Roms, par exemple en ce qui concerne l'accès aux logements sociaux, etc.

Principaux acteurs promouvant l'économie sociale

En ce qui concerne les principaux acteurs qui peuvent fournir aux entrepreneurs sociaux des services favorables au développement de l'économie sociale, nous avons identifié plusieurs organismes publics et une organisation de la société civile.

Concernant les organismes publics l'on trouve : **l'Etat fédéral (Cellule économie sociale)**, qui est une politique gouvernementale dédiée à l'économie sociale ; **la Plateforme Flamande pour l'Economie Sociale**, qui est l'organe représentatif en charge de l'économie sociale en Flandre ; **le Social Economy Working Group**, qui s'avère être l'organe représentatif de l'économie sociale dans la partie germanophone; **la Plateforme pour l'Economie Sociale (Bruxelles Capitale)**, qui est l'organe représentatif de l'économie sociale dans la région wallonne.

Enfin, on compte également des représentants de la société civile, à savoir **Pour la Solidarité (PLS)**. Il s'agit d'une association fournissant des services aux acteurs socio-économiques et politiques qui souhaitent s'investir de manière professionnelle dans le secteur européen de la solidarité.

Structures liées à l'économie sociale travaillant au développement de l'entrepreneuriat social dans les communautés roms

Il existe certaines entités sociales qui apportent un soutien à la création d'initiatives d'entrepreneuriat au sein des communautés Roms.

La **Fondation Roi Baudouin** a soutenu sept projets pilotes en Wallonie ainsi que cinq dans la région de Bruxelles concernant l'autorisation et la subvention des entreprises d'insertion.

La **SOWECSOM** fournit des crédits, garantit d'autres prêts et finance des investissements de capital dans les entreprises d'insertion dans la région wallonne.

La **Crédal** est une coopérative financière pour le crédit alternatif auprès de petites entreprises dans l'économie sociale et les services de consultation en gestion.

Enfin, la **Cera** est un groupe cooperative qui soutient le Centre pour l'Economie Sociale à travers le financement de la chair Cera pour former au management des entreprises sociales, pour la recherche sur l'entrepreneuriat social et les actions renforçant le potentiel des entrepreneurs à l'innovation sociale.

Opportunités et Défis dans le développement par l'économie sociale des communautés roms

Environ 80% des Roms de Bruxelles vivent dans la pauvreté et tendent à être concentrés dans des quartiers défavorisés, vivant dans des locations de faible qualité avec peu de ressources.

De plus, la plupart d'entre eux n'ont pas de résidence permanente et se déplacent souvent. La médiatisation du comportement illégal d'une minorité de Roms a influencé l'opinion publique et a renforcé certains stéréotypes et préjugés.

En Belgique, d'après la Stratégie d'intégration nationale des Roms du gouvernement fédéral Belge, seul un nombre très limité des Roms sont employés en contrat d'embauche standard alors qu'ils offrent les bases pour un accès aux avantages sociaux. Le taux de chômage est élevé à cause des barrières linguistiques, de résultats scolaires faibles, du taux élevé d'illettrisme ou encore du manque d'expérience pratique. De nombreux Roms vivent du travail illégal, en vendant des fleurs ou en jouant de la musique, accompagnés de leurs enfants.

La Belgique a développé une Stratégie nationale d'intégration des Roms consistant en un ensemble intégré de mesures parmi les politiques d'inclusion sociale de la Belgique, qui se concentre sur l'élimination de la pauvreté et de l'exclusion sociale au sein des communautés Roms marginalisées, et ce particulièrement dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, de la santé et de l'habitat. Les activités organisées comprennent entre autres des cours de langue, des formations, de l'aide pour les procédures administratives, la recherche d'emploi, le conseil et l'usage de médiateurs roms pour une meilleure communication avec les communautés.

Des mesures plus efficaces sont nécessaires pour assurer l'intégration des groupes désavantagés, y compris les Roms, sur le marché libre du travail. Certaines entités de l'économie sociale contiennent des caractéristiques commerciales ainsi que des objectifs sociaux. Premièrement, les initiatives d'inclusion professionnelle associent formation et expérience professionnelle pour combattre l'exclusion sociale et pour pouvoir intégrer les personnes isolées au marché du travail. Des services de proximité, dispensés par des organisations communautaires à but non-lucratif, coopératives et aux caractéristiques communes, aident à répondre aux besoins des communautés désavantagées, en complétant le travail des services sociaux d'Etat et peuvent aussi jouer un rôle important pour sortir des emplois du marché noir. Les activités associatives agissent comme un complément important

à l'intégration sur le marché du travail en aidant les personnes à acquérir une voix politique, en renforçant leur rapport à leur identité et en apportant un soutien mutuel et une entraide.

Les médiateurs roms peuvent être nommés pour renseigner la communauté rom sur les politiques et les programmes d'économie sociale en place afin de s'assurer qu'ils sont correctement avisés de leurs droits et de ce que ces entités peuvent leur offrir afin d'améliorer leur statut social et économique.

Problèmes et solutions concernant la mise en place de projets d'économie sociale au sein des communautés Roms

Afin de recueillir les documents pertinents concernant les expériences mises en place au niveau local, des interviews ont été conduites pour récolter les contributions et recommandations des membres compétents du réseau local, travaillant sur l'inclusion sociale et le dialogue interculturel.

Les informations présentées dans cette section proviennent de trois interviews menées en Belgique entre le 13 Mai et le 9 Juin 2016. Parmi les interviewés se trouvait un représentant d'une ONG rom (Angel Ekov, *Center for Roma Support in Flanders - CROV*), un think tank ou groupe de réflexion (Denis Stokkink, *Pour la Solidarité - PLS*) et un représentant rom (Ivan Ivanov, *ERIO*). Les interviews ont fourni les clés pour identifier les problèmes, les potentielles solutions et les bonnes pratiques concernant la mise en place de projets d'économie sociale au sein des communautés roms en Belgique.

Profils des interviewés :

Angel Ekov est un activiste rom et le directeur du *Centre for Roma Support in Flanders* (Belgique). Nous avons choisi d'interviewer Angel en sa qualité d'entrepreneur rom mais aussi parce qu'il est engagé dans les causes concernant les Roms depuis longtemps. Ainsi, il a une connaissance profonde et personnelle du problème et a conscience de bon nombre des préoccupations que rencontrent les Roms, particulièrement en Bulgarie et en Belgique.

Denis Stokkink est un économiste Belge, président du think-tank européen "Pour la Solidarité". Nous avons choisi d'interviewer Denis car il est le fondateur et le président d'une

organisation non-gouvernementale travaillant sur l'économie sociale et soutenant les initiatives d'entrepreneuriat social. Sa connaissance des problèmes économiques en matière sociale était un bon moyen pour nous d'obtenir des informations sur les projets concrets d'économie sociale en Belgique.

Ivan Ivanov est un activiste rom et le directeur exécutif d'ERIO, une organisation non-gouvernementale favorisant l'inclusion des Roms. Ivan est un acteur clé dans notre participation à ce projet. Nous pensons que ses activités de plaidoyer en faveur d'une meilleure intégration sociale et économique des Roms en Europe peuvent nous aider à mettre en évidence l'état actuel de l'économie sociale au sein de ces communautés.

Challenges et solutions:

1) Difficultés liées à la promotion et à la réalisation de l'entrepreneuriat social parmi les Roms

Leader rom :

Selon Angel Ekov, le plus grand problème en matière de promotion de l'entrepreneuriat est lié au manque d'éducation et de qualification au sein des communautés roms. De plus, ils n'ont pas accès au marché du travail ou aux services publics, et travaillent principalement au noir. Ils ont un faible taux de création d'activité économique, et donc ne se sentent pas particulièrement concernés par ou préparés à l'entrepreneuriat.

D'après Angel, « *les Roms n'ont pas les outils nécessaires pour commencer leur entreprise, car ils n'ont pas la connaissance spécifique nécessaire, particulièrement en matière de management ou de marketing.* » Par conséquent, le manque d'intégration sur le marché du travail est un obstacle majeur à l'entrepreneuriat social. Il manque aux Roms les connaissances et les outils pour saisir les diverses opportunités d'emploi. Mais la responsabilité vient aussi des autorités locales et nationales où vivent les Roms. En effet, Angel pense qu'il y a un manque de volonté politique pour rendre possible l'entrepreneuriat social des Roms. Il explique : « Certains pays dans lesquels se trouvent des communautés roms n'ont pas l'intention d'investir ou de leur montrer comment faire. »

Ainsi, beaucoup de Roms ne bénéficient pas de la confiance des organismes de financement ou des banques pour l'obtention de prêts et ne disposent pas du capital nécessaire pour investir dans leurs projets.

ONG rom:

Ivan Ivanov pense que, concernant les Roms, la discrimination est le principal obstacle à la promotion de l'entrepreneuriat. Etant socialement défavorisés, les Roms n'ont pas confiance en leur capacité à pouvoir fonder leur entreprise en matière d'économie sociale. De plus, la crise économique mondiale récente a fragilisé la position des Roms sur le marché du travail et a augmenté le taux de chômage déjà élevé parmi ces communautés. Le décrochage scolaire ainsi que le mariage précoce dans certaines communautés spécifiques posent aussi problème, même si ils ne sont pas répandus au sein de toutes les communautés roms. De plus, il remarque qu'« *à cause de la discrimination, ils n'ont pas accès à l'éducation, ils n'ont pas accès aux formations, ils n'ont pas les connaissances pour exploiter une entreprise petite ou de taille moyenne.* »

Finalement, la vie nomade de certaines communautés peut être une barrière à l'entrepreneuriat social car ces communautés tendent à être fidèles à leurs activités, professions et métiers traditionnels, et selon Ivan « *de nos jours, personne n'est intéressé par leurs métiers. Si tu peux produire cinq choses grâce à ces anciennes professions, maintenant tu as des usines avec des technologies pouvant produire quotidiennement cinq millions de choses. Donc, tu ne peux pas vraiment progresser avec ton métier traditionnel.* »

Organisation non-lucrative agissant dans le domaine de l'économie sociale :

Selon Denis Stokkink, les difficultés dans la promotion de l'entrepreneuriat parmi les Roms sont principalement causées par le manque de visibilité et d'information sur l'économie sociale dans ces communautés, ainsi que le manque de projets ciblant spécifiquement les Roms. Par conséquent, Denis pense qu'il y a un manque de contact entre les communautés roms et les réseaux d'économie sociale. Il a aussi déclaré que le taux de chômage parmi les Roms étant très élevé, il y a « un faible taux de création d'activité économique parmi eux. »

Donc, ce taux bas de qualification n'aide pas à la création d'activité économique, et ne permet pas une bonne intégration économique au sein des sociétés dans lesquelles les Roms vivent.

2) Solutions et recommandations

Leader rom:

Angel Ekov pense que les institutions travaillant sur l'économie sociale devraient apporter aux Roms les connaissances propres à ce secteur spécifique mais aussi leur montrer les bonnes pratiques pour devenir auto-entrepreneur. En effet, il pense qu' *« ils devraient être intégrés dans divers programmes où ils pourraient obtenir le capital et le soutien du gouvernement nécessaires aux personnes qui veulent démarrer leur propre entreprise. »* Dans le cas où les futurs entrepreneurs roms ont un bon business plan pour leur projet mais ne disposent pas du capital nécessaire, ils devraient obtenir des informations ainsi que l'accès à des petits prêts bancaires. Ainsi, Angel croit que les gouvernements devraient discuter avec les banques et les convaincre de soutenir des initiatives d'entrepreneuriat social parmi les Roms, et ce pour que *« les personnes qui veulent devenir auto-entrepreneurs mais n'ont pas assez d'argent pour investir voient leur initiative soutenue par les banques. »*

15

ONG rom:

Ivan Ivanov a fortement plaidé en faveur d'une meilleure utilisation des fonds disponibles, particulièrement les fonds de l'EU, pour s'attaquer à ce problème. En plus des fonds, des programmes et des stratégies ont été créés, comme par exemple la Stratégie EU 2020, un programme important aux objectifs ambitieux de combattre la pauvreté, mais toujours pas mise en œuvre. Selon Ivan, *« le financement existe, la stratégie existe mais ils ne sont toujours pas mis en place. Voici ce que je recommanderais aux gouvernements : de recourir à cette stratégie et d'utiliser correctement les fonds afin de sortir les Roms de leur situation actuelle. »* Ainsi, mis à part la lutte contre la discrimination et l'exclusion, Ivan pense que renforcer et consolider la volonté politique est une solution pour une meilleure intégration des Roms dans le domaine de l'économie sociale, et dans la société en général.

De plus, Ivan est convaincu que les Roms doivent être mieux encouragés, et des campagnes de sensibilisation auprès des communautés Roms doivent être mises en place pour convaincre les personnes d'envoyer leurs enfants à l'école. Des modèles, des exemples doivent aussi être mis en avant pour montrer la réussite de certains Roms. Les personnes qui ont réussi devraient parler aux Roms et les encourager. D'après lui, rencontrer des personnes qui ont déjà leur propre entreprise peut aider les Roms qui souhaiteraient devenir auto-entrepreneurs.

Organisation non-lucrative agissant dans le domaine de l'économie sociale :

Denis Stokkink a recommandé de convaincre le domaine de la coopération, avec des organisations comme Ashoka ou le CECOP, de mettre en place un programme spécialement dédié aux Roms et de soutenir des groupes-cibles parmi les Roms. Ces organisations devraient trouver des « personnes relais » au sein de la population rom, les former afin qu'ils soient capables de former d'autres personnes à leur tour. Denis pense qu'il faudrait sensibiliser et informer les personnes d'origine rom sur les réseaux européens d'économie sociale afin qu'ils puissent se familiariser avec le domaine de l'économie sociale. Pour ce faire, les organisations devraient identifier les réseaux roms ou les associations travaillant avec les Roms et intéressés par l'entrepreneuriat.

Conclusion

La faiblesse de l'intégration des communautés roms dans leurs pays de résidence les empêche d'accéder au marché du travail et donc d'entrer dans les circuits de l'économie légale. Ce manque d'intégration est lié à la fois à la discrimination et à l'exclusion auxquelles ils sont confrontés et, dans une certaine mesure, à la façon dont quelque communautés sont organisés. Par conséquent, le niveau d'éducation et de qualification étant très bas chez les Roms, ils sont en partie invisibles pour les organisations promouvant l'économie sociale. Cette situation empêche toute collaboration efficace entre le domaine de l'économie sociale et les différentes communautés roms, et a pour conséquence directe de gâcher de nombreuses opportunités de sortir de la pauvreté et de la marginalisation. Améliorer la communication et la coopération entre les deux parties pourrait être une première étape dans la lutte contre l'exclusion des Roms et aux multiples problèmes mentionnés précédemment par nos

interviewés. L'autonomisation à travers l'entrepreneuriat social et l'accès à de meilleures conditions de vie, à la fois socialement et économiquement, devrait être considéré comme une situation « gagnant-gagnant » dans le sens où les Roms et les non-Roms ont beaucoup de choses à y gagner. Pour les sociétés dans lesquelles les Roms résident, cela pourrait être une bonne manière de stimuler et revigorer l'économie locale, de créer une activité économique même pour les non-Roms, ainsi que d'offrir un meilleur accès aux services publics pour les Roms et enfin d'obtenir la confiance des institutions et des compagnies.

Il nous semble que tout ceci peut être mis en place en commençant par améliorer la collaboration, la formation, la diffusion d'information et le partage de connaissances. Ces connaissances incluent une meilleure compréhension de la communauté rom par les organisations d'économie sociale et une meilleure prise de conscience des bénéfices de l'économie sociale par la communauté rom.

Bibliographie

- Coduras, A. (2012). *Responsabilidad social empresarial y emprendimiento en España*. Instituto de Empresa, Business School para la Dirección General de Política de la Pyme
- Da Ros, G. S. (2007). *Economía solidaria: aspectos teóricos y experiencias*. Unircoop, 5(1), 9.
- Kay, A. (2006). *Social capital, the social economy and community development*. Community Development Journal, 41(2), 160-173.
- Lévesque, B., Bourque, G. L., & Forgues, E. (2001). *La nouvelle sociologie économique*. Paris.
- Lévesque, B (2003). "Las empresas de economía social generan mayores innovaciones sociales que las empresas de otro tipo?", en Vuotto, Mirta (compiladora) *Economía Social. Precisiones conceptuales y algunas experiencias históricas*, Colección Lecturas sobre Economía Social, Universidad Nacional de General Sarmiento, Fundación OSDE, Buenos Aires, Argentina, Editorial Altamira.
- Lipietz, A. (2003). Travailler autrement, pour autre chose. Vert Mensuel, 3.
- Mellor, M., Hannah, J., & Stirling, J. (1988). Worker cooperatives in theory and practice. Open Univ Pr.
- Moulaert, F., & Ailenei, O. (2005). Social economy, third sector and solidarity relations: a conceptual synthesis from history to present. Urban studies, 42(11), 2037-2053.



Navarro Domenichelli, R., & Torregrosa Sahuquillo, D. (2012). Animació i motivació per a l'autoocupació: l'esperit emprenedor a l'escola.

Niels S. Bosma, Thomas Schott, Siri A. Terjesen, and Penny Kew. (2015) Global Entrepreneurship Monitor: Special Report on Social Entrepreneurship.

Global Entrepreneurship Research Association, 2016. www.gemconsortium.org

Siri Terjesen, Jan Lepoutre, Rachida Justo, Niels Bosma and the Global

Entrepreneurship Research Association (GERA) (2011). Global Entrepreneurship Monitor Report on Social Entrepreneurship. Global Entrepreneurship Monitor

Terjesen, S., Lepoutre, J., Justo, R., & Bosma, N. (2012). Global entrepreneurship monitor: 2009 report on social entrepreneurship. Babson Park, MA, Santiago, Chile, London: Babson College, Universidad del Desarrollo, Global Entrepreneurship Research Association